



## Débattre, clarifier, faire l'unité, agir ...

Par [Carré Rouge](#)

Mondialisation.ca, 30 avril 2002

Carré Rouge 28 avril 2002

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

La situation politique qui résulte du premier tour des élections présidentielles du 21 avril pose aux militant(e)s politiques, syndicaux et associatifs des problèmes inédits. C'est particulièrement vrai pour les militant(e)s des organisations trotskistes vers lesquelles près de trois millions de voix de voix se sont portées dimanche. Toutes et tous ressentent le besoin de discuter dans la recherche urgente des conditions de l'action commune.

Derrière l'indignation et la colère, une disponibilité politique profonde

Les manifestations et les rassemblements qui se succèdent tous les jours, dans les centres-villes comme dans les quartiers, qui rassemblent à chaque fois des centaines de milliers de jeunes au plan national, et ce depuis l'annonce des résultats dimanche dernier, expriment une indignation, une colère très fortes. Elles sont fondées. Il est effectivement insupportable que le second tour mettent face à face » l'escroc » et » le facho « . Il est insupportable de constater que Le Pen se voit accorder des heures d'antenne sur les télé pour y faire sa propagande, y distiller le venin de ses idées haineuses. Il est insupportable que cela ait lieu au nom du » respect de la loi « , celle du second tour d'un scrutin au caractère profondément antidémocratique, puisque ne peuvent s'y affronter que deux candidats, indépendamment du nombre de votants qu'ils représentent. Il est insupportable de se trouver exclu politiquement du vote (dans le cas présent, pour plus de 60 % des suffrages exprimés le 21 avril et pour près de 70 % du corps électoral) sauf sous la forme du » choix » qui leur est laissé de voter » escroc » plutôt que » facho « . Il est insupportable de penser que c'est de l'issue de ce simulacre électoral entre le candidat de la droite et celui de l'extrême droite, que devraient dépendre les conditions d'existence (leur travail, leurs retraites, etc.) de millions de salariés, ainsi que l'avenir de la jeunesse.

Mais ce n'est pas seulement la colère qui s'exprime. C'est aussi une demande politique ; elle est une composante essentielle de la situation et prolonge certains éléments essentiels des résultats de dimanche : Les manifestations et les rassemblements expriment un immense potentiel de mobilisation » par en bas « , dont l'ampleur inquiète déjà ceux qui portent la responsabilité directe du vote pour le FN.

Pour bloquer cette demande politique, on voudrait maintenant enserrer la mobilisation dans le carcan d'un » pacte républicain » et de » l'anti-fascisme « . Celui-ci serait aussi factice et mou que les nombreux » consensus » des dernières années. Il serait un nœud coulant pour les salariés et les jeunes. L'objectif de ceux qui ont créé les conditions du vote Le Pen est maintenant de donner comme seul débouché à l'indignation et à l'énergie de ceux qui ont toujours combattu le FN un vote le 5 mai pour Chirac, présenté comme le seul horizon.

Ainsi, alors que le vote du 1er tour a manifesté un refus sans appel de la

politique du capitalisme mondialisé, qu'elle soit portée par Chirac/Juppé ou par la Gauche plurielle, il s'agit de culpabiliser ceux qui ont manifesté ce refus, de museler les aspirations au changement anti-capitaliste d'une très large fraction de ceux qui manifestent, de leur faire porter la responsabilité de la présence de Le Pen au 2ème tour. Il s'agit surtout de les contraindre à voter pour le dernier candidat en lice du MEDEF : J. Chirac. (C'est comme si, en Italie, on avait appelé à voter Berlusconi pour arrêter le néo-fasciste Fini et le xénophobe Bossi !)

Empêcher que soient occultées les dimensions radicales du vote du 21 avril

Le vote du 21 avril a infligé une sanction contre ceux, au Parti socialiste et dans la gauche plurielle, qui ont décidé que Lionel Jospin se présenterait avec un programme, dont il a bien précisé qu'il n'était pas socialiste, mais « moderne ». Après avoir privatisé, instauré la flexibilité à l'occasion des lois Aubry sur les 35 heures, confirmé la mise en œuvre du PARE, Lionel Jospin a défendu, sur les retraites, sur la réforme de l'Etat, sur la baisse des charges des entreprises, sur la privatisation par étapes de la Sécurité sociale, sur la priorité au « sécuritaire », les mêmes objectifs que Chirac. Ce sont ceux du MEDEF. Par deux fois, la démarche de Lionel Jospin a reçu, au même titre que celle de Jacques Chirac, le satisfecit d'Antoine Seillière (« le MEDEF ne labélisera aucun candidat »).

Ce qui a été sanctionné dimanche est aussi le fait que, « unis » ou « pluriels », le PS et le PCF, flanqués ou non des Verts, ont, depuis vingt ans, gouverné en « alternance » ou en « cohabitation » avec le RPR et l'UDF. Ils ont présidé, impulsé des contre-réformes capitalistes, des attaques anti-ouvrières. Ils sont même devenus plus efficaces, plus performants que le RPR, l'UDF... Ils ont fait le choix de l'ordre capitaliste et impérialiste et ont renoncé à tout projet de transformation sociale. L'immense majorité de leurs militants, mais aussi des salariés qui votaient pour eux l'a compris. Le PS retrouve son niveau de voix de 1969, avant le congrès d'Epinay. Le PCF, avec ses 3,4 %, a bien montré ce qu'il est : un appareil squelettique, peuplé de gens totalement démoralisés. Incapable de se dégager du stalinisme autrement qu'en épousant la « modernité » capitaliste pour « l'humaniser », le PCF s'est fait l'agent des privatisations et le bouclier du gouvernement Jospin.

Pendant des années, le même piège a été utilisé : « Vous n'êtes pas satisfaits de notre gestion, mais votez pour nous aux élections, sinon, ce sera le retour de la Droite ! » Longtemps, ce chantage a permis d'étouffer ou de bloquer les luttes de résistance des salariés et des jeunes.

Pourtant, et de plus en plus massivement, cette résistance est parvenue à s'exprimer, au point de chasser les ministres Allègre et Sautter. Le nombre de journées de grève n'a cessé de s'élever. Elle s'est de plus en plus conjugée aux mobilisations antimondialisation capitaliste (Gênes, Barcelone, etc.). Cette résistance vient de trouver une expression sur le terrain électoral. Des millions de travailleurs et de jeunes se sont dégagés du chantage. Ils ne se sont pas trompés (comme on ose le leur dire aujourd'hui). Oui, Jospin et Chirac ont défendu le même programme dans ces élections. Oui, le gouvernement Jospin et toutes ses composantes portent seuls la responsabilité de leur propre débâcle. Ils portent seuls la responsabilité de la montée (en pourcentage seulement !) du FN, ce produit monstrueux du machiavélisme mitterrandien, destiné à renforcer le chantage politique contre toute résistance, et à sauver les élus PS déjà menacés par l'abstention dans les années 80.

L'expression la plus positive de ce refus, nous la trouvons dans le vote pour les organisations trotskistes. Ce n'est pas une affaire secondaire ou anecdotique que presque trois millions de voix (2 965 535 très exactement), représentant

10,4 % des votants, se soient portées sur les candidats de Lutte Ouvrière et de la LCR, avec un petit complément pour celui du PT. Ce vote est partie intégrante de la situation politique. Ces voix ne sont pas un simples » votes sanction « . Ce sont des voix qui sont tournées dans leur écrasante majorité vers l'avenir, des voix qui expriment dans un cadre très difficile une attente et une disponibilité pour l'action dans un sens anti-capitaliste. Il n'est pas surprenant que, depuis le 21 avril, tout soit fait pour que ce résultat-là soit effacé, nié, oublié. Dans ce contexte, le bon résultat du candidat de la LCR (4,3 %), rééquilibre le poids électoral et donc les rapports politiques au sein de l'extrême gauche, et doit l'aider à jouer le rôle positif que la situation exige. D'autres salariés et jeunes ont exprimé leur rejet du PS et du PCF par l'abstention ou les votes blancs et nuls. Le record historique de l'abstention pour un premier tour de présidentielles s'est fait surtout aux dépens des candidats de ces deux partis, de la part de gens qui avaient toujours voté pour eux. Ces abstentionnistes ne sont pas des électeurs » passifs « , mais des femmes et des hommes actifs dans la vie associative et le combat social.

La seule issue : se préparer à défaire dans la lutte des classes le second candidat du MEDEF, Jacques Chirac

Si l'on veut répondre au vote Le Pen, à la frustration et à la haine raciste dont elle est l'un des fondements, il faut se fixer comme objectif de défaire par les moyens de la lutte des classes Jacques Chirac, l'autre » grand candidat » porteur dans ces élections du programme du MEDEF.

Tout le monde s'accorde pour dire qu'au cœur de la crise qui frappe notre société, on trouve d'abord le chômage de masse, » l'insécurité » (dont la première forme est celle de la précarité de l'emploi), la peur de » l'autre « , qui se focalise en peur de » l'étranger » et de ses enfants, même s'ils sont français. La solution à ces problèmes ne peut pas se faire par le truchement d'un front » anti-fasciste » aux côtés de ceux qui ont creusé le lit du FN et qui défendent plus que jamais (voir les pages Débats ou Rebonds des grands quotidiens), » l'adaptation nécessaire de la France à son temps « , en clair la mise en œuvre des changements exigés par la mondialisation capitaliste.

Le vote Le Pen est un signal, un signal très grave, qu'il faut prendre au sérieux. Mais il faut savoir l'interpréter et trouver la réponse là où elle se trouve vraiment. Sur le terrain de la précarité et de la paupérisation des régions et des quartiers les plus frappés par le chômage et dans la mobilisation contre une politique qui va les aggraver encore plus. La solution aux problèmes que Le Pen et le FN exploitent honteusement suppose que soit engagé le travail de préparation politique avec les salarié(e)s, les chômeurs et la jeunesse. Elle suppose qu'ils se mettent en ordre de combat face à la menace tangible de mesures sur les retraites et même sur le temps de travail (maintenant que la flexibilité a été rendue au patronat) qui seront d'une ampleur analogue à la loi Juppé sur la sécurité sociale de 1995. (Ces mesures sont d'autant plus annoncées que Chirac et Jospin les ont entérinées lors du récent sommet européen de Barcelone)

La solution aux problèmes exploités par Le Pen se trouvent dans la mise en élaboration d'un programme qui inclurait des éléments comme la réappropriation sociale de l'ensemble des services publics, qui ont été soumis à la gestion financiarisée avant d'être privatisés (en y incluant les médias et le service de l'eau) ; la ré-étatisation du secteur financier ; la transformation radicale de la fiscalité. C'est en commençant à répondre sur des questions telles que celles-ci et bien d'autres encore et en engageant le combat contre le nouveau train de mesures préconisées par le MEDEF, que le combat contre la » lepénisation des esprits » se fera le plus efficacement.

La réponse à la propagande lepéniste suppose que, sur des questions aussi

essentielles que celle de l'Europe, les mobilisations et les affrontements de Gênes et de Barcelone soient traduits en forme de perspective programmatique. L'actuelle Union européenne, partenaire zélée des Etats-Unis dans la guerre comme dans la libéralisation et la déréglementation, ne peut provoquer que rejet.

Le combat contre le pouvoir capitaliste ne peut se mener sans être relié aux combats des salariés immigrés et des exploités des pays les plus proches, à commencer par ceux du Maghreb et de l'Afrique. Seule une Europe des travailleurs et de la jeunesse peut leur tendre la main, dans une alliance contre la mondialisation impulsée au compte du capital financier. Adossé à cette perspective, il devient plus facile de mobiliser sur la question de l'immigration, du » tout sécuritaire « , du combat contre la » fabrique de la haine « .

### Unité d'action des organisations et rassemblement des forces du mouvement social

L'unité d'action des organisations trotskistes est une nécessité maintenant posée de façon immédiate. Elle l'est, notamment, dès les élections législatives de juin. Des rendez-vous ont été pris entre la LCR et LO. Les militants » encartés « , mais au delà tous ceux et toutes celles qui leur ont donné leurs voix, ont le droit et le devoir d'exiger que les réunions annoncées débouchent sur des accords qui permettent à cette fraction (10,4 %) des électeurs (et à tant d'abstentionnistes du 21 avril) d'intervenir positivement dans les élections législatives. Il faut faire de ces élections un point d'appui dans la préparation des combats inévitables qui suivront.

Les directions de ces organisations vont se réunir. Sans préjuger de ce qu'elles décideront, il nous semble extrêmement souhaitable qu'elles proposent que des candidats unitaires anticapitalistes, y compris du mouvement associatif, puissent être élus démocratiquement par circonscriptions dans des assemblées ouvertes de travailleurs et de jeunes, qui en préciseront également le programme. Il revient aux trois organisations d'extrême gauche, mais aussi aux courants de gauche issus du PCF (notamment les Rouges Vifs et la Gauche Communiste du PCF), comme aux membres voire aux élus du PCF, du PS, des Verts, qui tourneraient publiquement le dos à l'orientation précédente et se situeraient dans le camp des exploités et des opprimés, comme aux militants du mouvement social plus largement, de travailler en commun dans cette voie.

Ainsi, il pourrait être possible d'élire des députés qui défendraient les intérêts des travailleurs et qui seraient un point d'appui pour le développement de leurs luttes. Ainsi en tout état de cause, des pas importants seraient réalisés dans le rassemblement et la centralisation des forces politiques du monde du travail. Et nous aurions fait un pas immense dans la préparation politique des affrontements inévitables qui attendent les salariés et la jeunesse.

Copyright © Carré Rouge 2002. Pour usage équitable seulement .

La source originale de cet article est Carré Rouge  
Copyright © [Carré Rouge](#), Carré Rouge, 2002

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)